

Financement de la solidarité internationale pour 2025, lettre ouverte

lundi 28 octobre 2024

Le collectif Coordination SUD adresse une lettre ouverte au Président Macron, au sujet du Projet de loi de finances 2025 qui présente une forte coupe budgétaire pour la solidarité internationale, doublée d'un renoncement à la contribution directe de la taxes sur les transactions financières et de la taxe sur les billets d'avion à la solidarité. Une situation particulièrement préoccupante pour les conditions de vie des populations vulnérables.

Monsieur le Président de la République,

Nous nous adressons à vous alors que le projet de budget destiné à l'aide publique au développement (APD) est présenté en baisse de 1,3 milliard d'euros ! Cette coupe se double d'un second renoncement : la fin de la contribution directe des taxes sur les transactions financières (TTF) et sur les billets d'avion (TSBA) à la solidarité internationale.

Pour nous, il est indispensable de totalement revoir cette proposition :

Il s'agit d'une baisse colossale, d'un quart de la mission aide publique au développement. Aucun argument mettant en cause l'utilité de ce financement ne vient justifier cela. Le contexte mondial appelle au contraire à faire davantage. C'est d'ailleurs ce que vous avez vous-même exprimé au nom de la France en juin 2023, lors du Sommet international pour un « Nouveau Pacte financier mondial » à Paris et il y a quelques jours lors de l'Assemblée générale des Nations Unies.

C'est également un retour à des niveaux inférieurs à ceux que vous aviez critiqués au début de votre premier mandat en fixant un premier niveau d'ambition à 0,55 % du revenu national brut en 2022 et en fixant les 0,70 % comme votre ambition suivante.

C'est bafouer la loi sur l'aide publique au développement adoptée en 2021 à l'unanimité des groupes parlementaires et dotée d'une ambition claire en matière de programmation financière. Loi toujours en vigueur, qui, dans un Etat de droit, doit s'appliquer. Ce n'est pas non plus à la hauteur de la diplomatie féministe que vous prônez.

C'est aussi aller à l'encontre de votre engagement réitéré le 20 juin dernier de « préserver le lien si symbolique entre les prélèvements sur les flux de la mondialisation, comme les billets d'avion et les transactions financières, et le financement de la solidarité internationale », ajoutant : « je veux ici dire que ce lien sera préservé envers et contre tout ».

Alors, pourquoi laisser détruire cette politique ?

Monsieur le Président de la République, les associations attendent de vous un signal fort en faveur de la solidarité internationale, pour défendre les moyens de l'Aide publique au développement ainsi que le maintien du mécanisme d'affectation hors budget de la Taxe sur les transactions financières et de la Taxe sur les billets d'avions, avant que le Parlement ne se prononce.

Il en va du respect de la Loi, de la crédibilité de la France sur la scène internationale, et de la valeur de la parole politique.